

Contribution Unité et Action et sans tendance: pour reprendre la main collectivement sur notre cœur de métier

Dans un contexte où les inégalités sociales ne cessent de se creuser, le développement des *Services Publics* constitue la seule garantie d'accès aux droits fondamentaux pour tous les usagers, sans distinction. Pour la tendance Unité Action, le *Service Public* prend tout son sens et représente le patrimoine des citoyens les plus défavorisés, *ceux qui n'ont rien ou pas grand chose*, en tant qu'outil de correction de ces inégalités. Pourtant, celui-ci est malmené et porte les stigmates des politiques successives, axées autour du dogme de la réduction des dépenses publiques. Dans ce contexte d'austérité, les réformes structurelles de l'Etat, depuis la RGPP, la MAP et maintenant avec la réforme territoriale ne font qu'aggraver la situation des *Services Publics*. Le Service Public et Laïque d'Education, dans ce contexte, porte une responsabilité particulière. La France est le pays de l'OCDE où la réussite scolaire est la plus corrélée à l'origine sociale des parents : cette situation est inacceptable et insupportable pour les personnels qui s'engagent chaque jour pour garantir la réussite de TOUS.

Pourtant, contrairement aux annonces, force est de constater que la réussite de TOUS les élèves n'est pas une ambition partagée ou, pour le moins, que les personnels n'ont pas les moyens de la réaliser : elle n'a d'ailleurs pas été inscrite dans la loi de Refondation de l'Ecole qui ne prône qu'une « égalité des chances » qui autorise uniquement les individus à partir sur la même ligne de départ... Nous constatons localement, au travers des réformes et restructurations, que tout concourt au même objectif : concentrer l'offre de Service Public d'Education pour réaliser des "économies d'échelle" dans une gestion comptable de l'Ecole au dépend du service rendu aux usagers et de la proximité (moins d'écoles et moins d'enseignants pour des classes plus chargées...) :

- restructuration des RASED, suppression des EMALA, insuffisance des postes Plus de Maîtres Que De Classes (PDMQDC) : la sédentarisation des RASED, la suppression des postes G et/ou leur implantation dans les CMPP, l'implantation des rares postes PMQDC sur les grosses localités du département

-réforme des rythmes scolaires pour laquelle la prise en charge largement faite par les communautés de communes constitue les prémices du transfert de la compétence "école" à ces EPCI

- protocole d'accord sur l'évolution de l'offre scolaire qui affiche pour objectif de concentrer le tissu scolaire creusois (objectif de RPI concentrés...)

Ces orientations remettent en cause les principes même du Service Public et conduiront mécaniquement à creuser les inégalités : les élèves et les familles les plus socialement fragilisées, souvent les moins familières avec le fonctionnement du système éducatif sont les premières victimes de ces restructurations. Ainsi, les surcoûts liés à l'éloignement du service, impliquant des frais de transport, de cantine ; l'exclusion des services d'aide aux élèves et l'affaiblissement de l'offre permettant une ouverture culturelle, scientifique et sportive sont autant de conséquences négatives de la politique menée, en particulier pour les familles les plus modestes. En même temps que se dégradent les conditions d'exercice du métier, nos salaires baissent. La communication du Ministère, notamment en direction des parents, bat son plein, avec son lot de nouvelles missions et charges confiées aux enseignants. Le statut même de fonctionnaire est également remis en cause, alors qu'il est la condition nécessaire et la garantie constitutive d'Indépendance et de Neutralité du service public et des agents qui le rendent. Cette communication institutionnelle relayée à tous les étages ou presque de la chaîne hiérarchique augmente les attendus des usagers tout en réduisant les moyens alloués pour les accomplir, les plongeant ainsi en situation de travail empêché avec ses conséquences sur la santé des personnels concernés...

Dans ces conditions, Unité et Action considère qu'il est de la responsabilité de notre syndicat de permettre aux agents de reprendre collectivement la main sur le cœur de métier, ceci, en élaborant *avec eux et pour eux*, un rapport de force favorable. A cet égard, la communication en direction des usagers et de l'opinion, ainsi que la construction de différents modes d'Action (par l'Action), sans tabou, constituent un enjeu fondamental. Dans une période où les repères collectifs sont brouillés, où l'on constate une montée des haines, il est déterminant de réaffirmer haut et fort notre projet de transformation sociale, porteur de cohésion sociale. Au centre de ce projet, construit autour d'un juste partage des richesses, les Services Publics doivent être renforcés et développés avec des agents exerçant sous un statut de fonctionnaire revalorisé. Ceci permet le libre et égal accès des citoyens aux droits fondamentaux. En cela, l'École et ses personnels doivent avoir les moyens nécessaires à la réduction des inégalités culturelles et sociales pour permettre aux élèves d'accéder à une citoyenneté éclairée et à une culture commune émancipatrice.

Cette ambition ne peut être réalisée qu'avec :

- des recrutements sous statut public à la hauteur des besoins. Cela passe par des emplois rendus attractifs par une revalorisation des carrières, à travers notamment, la revalorisation du point d'indice,

- une formation initiale qui doit permettre une entrée progressive dans le métier

- une formation continue sur le temps de travail et tout au long de la carrière, afin de s'adapter aux nouveaux enjeux mais aussi d'intégrer les acquis de la recherche,

- le remplacement des maîtres absents,

- le développement du PDMQDC qui doit permettre un réel travail en équipe et la création de collectifs de travail,

- un travail collaboratif et pluridisciplinaire avec les personnels spécialisés (RASED complets et en nombre suffisant) et les autres acteurs sociaux intervenant dans le domaine de l'enfance

- ...

Tous ces choix ne peuvent être rendus possibles que par une rupture avec les orientations politiques et budgétaires actuelles. Cela nécessite d'en finir avec l'austérité et de mener une réforme fiscale d'ampleur. *Nous en avons les moyens, à nous de l'imposer.*

Nous vous invitons donc à soutenir la tendance Unité et Action, qui a su montrer dans le département la pertinence de son analyse, l'adhésion des personnels à son action et sa capacité à obtenir des résultats probants (suivi des carrières, interventions auprès de l'administration pour les droits des personnels, carte scolaire, EVS et Prud'hommes, ...).

En votant pour la tendance U&A, vous contribuerez à développer un syndicalisme rassembleur, ambitieux, de lutte et de transformation sociale construit Pour et avec les personnels.

Il y a urgence à mettre la profession en mouvement pour construire autour du projet du SNUipp *tous ensemble* l'Ecole de Demain.

Appellent à voter Unité et Action : Maurice BOUDARD, Audrey BLE, Julien COLOMBEAU, Fabrice COUEGNAS, Michel LARI-GAUDERIE, Stéphane PICOUT